

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1887-1888.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE DÉCEMBRE.

FEUILLETON AU 10 JANVIER 1888.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.

3449.

Par pétition datée d'Eerneghem,

La veuve du sieur Cobbaert, secrétaire communal, à Eerneghem, prie la Chambre de reviser la loi du 30 mars 1861 et de modifier la base du calcul des pensions des secrétaires communaux.

Même demande du sieur Van Hec, secrétaire communal pensionné, à Loo.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

2.

3450.

Par pétition datée de Jemeppe, le 29 novembre 1887,

Des gardes champêtres de Jemeppe demandent l'institution d'une caisse de retraite en faveur des agents de la police.

Même demande du garde champêtre d'Ensival.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

3.

3456.

Par pétition datée d'Omezée, le 3 décembre 1887,
Le collège des bourgmestre et échevins d'Omezée
demande que les pensions des instituteurs soient
exclusivement mises à la charge de l'État.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

4.

3458.

Par pétition datée de Malines, le 2 décembre 1887,
Le sieur De Poorter, à Malines, demande que les
prêtres soient tenus de se servir des langues française
ou néerlandaise dans les offices du culte.

DÉCISION : Ordre du jour.

5.

3459.

Par pétition datée de Dottignies, le 3 décembre 1887,
Des facteurs des postes, à Dottignies, demandent
une amélioration de position.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de
fer, Postes et Télégraphes.*

6.

3463.

Par pétition datée de Bruges, le 30 novembre 1887,
Les président et secrétaire de la « Ligue des intérêts
matériels de la ville et de l'arrondissement de Bruges »
prient la Chambre de garantir, dans une certaine
mesure, les capitaux qui s'engageraient dans la con-
struction d'une voie nouvelle de communication avec
la mer ou de prendre à sa charge l'exécution des
travaux nécessaires à la création de ce canal.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,
de l'Industrie et des Travaux publics.*

7.

3467.

Par pétition datée de Namur, le 6 décembre 1887,
Le sieur Delvaux, ancien instituteur communal, à
Salzinnes, demande une place, soit dans l'enseigne-
ment, soit dans une administration publique ou sa
mise à la pension.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

8.

3469.

Par pétition datée de Bruxelles,
Des directeurs de ventes, à Bruxelles, demandent
l'abrogation de la loi du 20 mai 1846 sur les ventes

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

publiques en détail de marchandises neuves et proposent des dispositions nouvelles en remplacement de cette loi.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Justice.*

9. 3470. Par pétition datée de Huy, le 7 décembre 1887,
Le sieur Lemaire, à Huy, demande que l'indemnité parlementaire des Représentants soit remplacée par des jetons de présence et que l'appel nominal à chaque séance soit rétabli.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

10. 3471. Par pétition datée de Cruybeke, le 6 décembre 1887,
L'administration communale de Cruybeke demande que le sieur Mayens, ancien instituteur communal, soit admis à rentrer dans ses droits à la pension ou qu'il obtienne le remboursement des sommes qu'il a versées à la caisse de retraite.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, avec prière d'y réserver le plus bienveillant accueil.*

11. 3472. Par pétition datée de Saint-Mard, le 6 décembre 1887,
Des habitants de Saint-Mard prient la Chambre de refuser à l'administration communale de cette localité l'autorisation d'acquérir le terrain nécessaire pour la construction d'une école et d'une maison communale.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

12. 3473. Par pétition datée de Tavigny,
Le sieur Collard, ancien instituteur, à Tavigny, se plaint de l'insuffisance de sa pension et du refus qu'ont subi les demandes de secours qu'il a formulées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

13.

3474.

Par pétition datée du 5 décembre 1887,

3485.

3490.

3514.

Des greffiers des conseils de prud'hommes de diverses localités demandent une amélioration de position.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

14.

3479.

Par pétition datée de Mons, le 8 décembre 1887,

Le conseil provincial du Hainaut prie la Chambre de reviser la loi du 10 vendémiaire an IV, sur la responsabilité des communes et qui met à la charge de celles-ci les dommages causés par des attroupements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit envers les propriétés nationales ou privées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

15.

3480.

Par pétition datée de Mons, le 8 décembre 1887,

Le conseil provincial du Hainaut demande la revision de l'article 47 de la Constitution.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

16.

3493.

Par pétition datée d'Herenthals, le 10 décembre 1887,

Le sieur Vaes, à Herenthals, se plaint de la façon dont les extraits du cadastre sont délivrés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

17.

3495.

Par pétition datée de Mesnil-Eglise, le 7 décembre 1887,

Des chefs de famille de Mesnil-Eglise se plaignent de ce que le conseil communal de cette localité ait supprimé l'école d'adultes et réclament l'intervention de la Chambre en vue d'obtenir son rétablissement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

18.

3503.

Par pétition datée de Fraire, le 13 décembre 1887,

Le sieur Pircard, instituteur, à Fraire, se plaint des procédés dont le conseil communal de cette localité use à son égard.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

19.

3505.

Par pétition datée d'Oevel, le 12 décembre 1887,
Le sieur Stuyck, instituteur, à Oevel, réclame une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

20.

3506.

Par pétition datée d'Anvers, en décembre 1887,
Des habitants d'Anvers prient la Chambre de modifier l'article 14 de la loi sur l'ivresse publique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

21.

3507.

Par pétition datée de Ledeborg, le 13 décembre 1887,
Le sieur Wackenier, instituteur en disponibilité, à Ledeborg, sollicite une place dans l'enseignement officiel.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

22.

3508.

Par pétition datée de Loupoigne, le 13 décembre 1887,
Le collège des bourgmestre et échevins de Loupoigne prie la Chambre de prendre des mesures pour assurer le paiement régulier des subsides en faveur de l'Instruction publique.

DÉCISIONS : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

23.

3517.

Par pétition datée de Sarlardinghe, le 19 décembre 1887,

Le sieur De Staercke, instituteur communal en disponibilité, à Sarlardinghe, demande une place soit dans l'enseignement officiel, soit dans une administration publique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

24.

3519.

Par pétition datée de Stekene, le 17 décembre 1887,
Le sieur Van Gheluwe, sous-percepteur des postes, à Stekene, demande une amélioration de position.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
25.	3520.

Par pétition datée de Liège, le 15 décembre 1887,
Les président et secrétaire d'un cercle d'agrément,
à Liège, proposent diverses mesures en faveur du
wallon.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

26.	3521.	Par pétition datée de Frameries, le 15 décembre 1887,
-----	-------	---

Des conseillers communaux de Frameries prient la
Chambre de modifier une disposition de la loi sur la
milice.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

27.	3523.	Par pétition datée d'Anvers, le 16 décembre 1887,
-----	-------	---

Des habitants d'Anvers se plaignent de l'inexécution
de la loi réglant l'emploi de la langue néerlandaise en
matière administrative dans différents cas où elle est
applicable.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

28.	3526.	Par pétition datée de Bruxelles, le 18 décembre 1887,
-----	-------	---

Les président et secrétaire du « Syndicat des fabri-
cants et négociants de tabacs et cigares de l'agglomé-
ration bruxelloise » prient la Chambre de modifier la
loi du 20 mai 1846.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice
et des Finances.*

29.	3527.	Par pétition datée de Saint-Gilles, le 15 décembre 1887,
-----	-------	--

Le conseil communal de Saint-Gilles prie la Chambre
de voter une loi attribuant l'élection des échevins au
conseil communal. Il demande, en outre, que la légis-
lation ne reçoive aucune modification qui aurait pour
résultat d'augmenter les pouvoirs des bourgmestres et
des collèges échevinaux, en amoindrissant les préroga-
tives et le contrôle des conseils communaux.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
30.	3529.

Par pétition datée de Saint-Léger,
Des habitants de Saint-Léger demandent que la
langue néerlandaise ne soit pas enseignée dans leurs
écoles.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

31.	3531.	Par pétition datée d'Anvers, le 20 décembre 1887, Le sieur Harry Peeters, à Anvers, demande l'inter- diction des spectacles où des dompteurs exposent leurs ours en pénétrant dans des cages de bêtes fauves.
-----	-------	--

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec
demande de bienveillant examen.*

32.	3534.	Par pétition datée de Charleroi, en décembre 1887, Des commis des parquets des tribunaux de première instance du royaume demandent la revision de la circu- laire du 30 mars 1881 réglant le taux de leurs traite- ments.
-----	-------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

